

Exercice 8 : structure financière et l'équilibre financier

Ratio d'autonomie financière

	N+2	N+1	N
Dettes financières ⁽¹⁾	1 299 420	1 482 185	1 633 300
Ratio d'autonomie financière (CP/D)	1,82	1,59	1,44

(1) Dettes financières = Dettes auprès des établissements de crédit – CBC

Endettement net

	N+2	N+1	N
Dettes auprès des établissements de crédit	1 800 720	1 802 000	1 884 300
- Actif de trésorerie ⁽¹⁾	- 9 000	- 19 720	- 132 333
Endettement net	1 791 720	1 782 280	1 751 967

(1) Actif de trésorerie = Disponibilités + VMP

Équilibre financier

Ressources durables	N+2	N+1	N
Capitaux propres	2 367 000	2 361 190	2 354 671
+ Dettes financières	1 299 420	1 482 185	1 633 300
+ Provisions	-	-	-
+ Amortissements et dépréciations de l'actif	2 509 001	2 136 666	1 709 996
Total	6 175 421	5 980 041	5 697 967

Emplois stables	N+2	N+1	N
Immobilisations corporelles	4 300 000	4 043 330	4 043 330
Immobilisations financières	423 700	423 700	423 700
Total	4 723 700	4 467 030	4 467 030

	N+2	N+1	N
Ressources durables	6 175 421	5 980 041	5 697 967
- Emplois stables	4 723 700	4 467 030	4 467 030
FRNG	1 451 721	1 513 011	1 230 937

	N+2	N+1	N
Actif circulant brut (sauf trésorerie)			
Actif circulant net	3 997 033	3 652 721	3 326 399
+ Dépréciations	198 665	131 650	60 000
	33 002	25 016	33 333
+ Charges constatées d'avance	72 001	60 103	53 505
- Actif de trésorerie	- 9 000	- 19 720	- 132 333
Total	4 291 701	3 849 777	3 340 984
Dettes à court terme			
Fournisseurs	1 553 200	1 354 000	1 167 300
Fournisseurs	67 250	52 000	45 000
Dettes fiscales et sociales	613 730	623 664	569 000
Autres dettes	113 500	7 000	210 000
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total	2 347 680	2 036 664	1 991 300
BFR	1 944 021	1 813 106	1 349 604

	N+2	N+1	N
FR - BFR = T (Trésorerie nette)	- 492 360	- 300 095	- 118 667
Actif de trésorerie	9 000	19 720	132 333
- Passif de trésorerie	- 507 300	- 319 815	251 000
Trésorerie	- 492 360	- 300 095	- 118 667

1. Étude des comptes de résultat

Activité

	N+1	N+2
Variation du CAHT	- 0,003 %	+ 7,99 %
Variation des matières consommées ⁽¹⁾	+ 0,01 %	+ 5,5 %
Variation des charges de personnel	+ 7,32 %	+ 11,72 %

(1) Achats de matières + Variation du stock de matières

Valeur ajoutée et EBE

	N+2	N+1	N
Production vendue	13 312 000	12 327 410	12 360 000
Production stockée	422 000	392 335	86 334
Production de l'exercice	13 734 000	12 719 745	12 446 334
- Consommations en provenance des tiers ⁽¹⁾	- 7 585 000	- 7 133 667	- 7 067 336
= Valeur ajoutée	6 149 000	5 586 078	5 378 998
- Impôts, taxes et versements assimilés	- 200 000	- 180 000	- 240 000
- Charges de personnel	- 5 187 667	- 4 643 334	- 4 326 667
= EBE	761 333	762 744	812 331

(1) Achats de matières + Variation de stock + Autres achats et charges externes

Précision : dans le corrigé seules les disponibilités ont été retenues dans le calcul de l'actif net de trésorerie alors que l'actif net de trésorerie comprend aussi les VMP (nettes de provision).

CAF

	N+2	N+1	N
Résultat de l'exercice	167 000	161 190	154 671
+ Dotations (total)	492 235	439 167	448 000
- Reprises (total)	- 5 000	- 12 497	-
+ VCEAC	-	-	-
- Produits de cession	- 44 200	-	-
= CAF	610 035	587 860	602 671

Profitabilité (Résultat/CAHT)

	N+2	N+1	N
Résultat/CAHT	1,25 %	1,31 %	1,25 %
EBE/CAHT	5,72 %	6,19 %	6,57 %

Partage de la valeur ajoutée

	N+2	N+1	N
Charges de personnel/VA	84,37 %	83,12 %	80,44 %
CAF/VA	9,92 %	10,52 %	11,20 %

Pour le calcul de la CAF il y a une erreur dans le calcul des dotations = 492335 € et non 492235 €, Soit une CAF de 610135 € et non de 610035 €

L'entreprise a apparemment un peu investi en N+2 (pour environ 257 000) sans emprunter et sans augmenter son capital, donc en prélevant des liquidités sur sa trésorerie qui s'est de ce fait dégradée. Cette dégradation ne s'explique que partiellement par les dépenses d'investissement. On remarque que le BFR a considérablement augmenté en N+1 (+ 53 %), alors que le CAHT a très légèrement diminué. Le FR a également augmenté mais insuffisamment. La hausse du BFR s'est poursuivie en N+2 ; le FR ayant diminué assez nettement, la trésorerie, déjà négative, connaît une forte diminution (elle est négative pour 492 360 fin N+2).

Cette augmentation du BFR est due à la hausse des clients et surtout des stocks (en particulier, en-cours et produits finis). Le stock de produits finis a augmenté de 42 % entre N et N+2, ce qui semble indiquer des problèmes importants quant à l'écoulement de la production.

La structure financière est satisfaisante par rapport à la norme classique ; l'entreprise est peu endettée et, malgré l'augmentation continue des CBC, l'endettement net diminue régulièrement.

L'analyse des comptes de résultat montre une profitabilité faible mais stable sur les trois exercices. Il faut remarquer qu'une partie du résultat de N+2 est due à des produits exceptionnels sans lesquels une baisse importante serait apparue. Si la valeur ajoutée progresse de façon satisfaisante, l'EBE se dégrade nettement en N+ 1, puis à nouveau très légèrement en N+ 2. La hausse des charges de personnel, supérieure à celle du CAHT, semble être la cause principale de cette situation.

La CAF a progressé mais essentiellement à cause des dotations en augmentation et des produits exceptionnels de N+2.

En conclusion, la situation de l'entreprise présente deux problèmes principaux : la mauvaise maîtrise du niveau du BFR et une capacité insuffisante à dégager un bénéfice satisfaisant. Les deux problèmes peuvent avoir la même origine : la difficulté à fabriquer des produits dans de bonnes conditions et à les écouler sur le marché. On ne peut que s'interroger sur cette origine : prix trop élevés, mauvaise conjoncture, concurrence accrue. ? Les réponses à ces questions ne se trouvent pas dans les documents comptables → **Diagnostic externe** Analyse conjoncturelle, étude de marché, étude marketing de satisfaction...

L'analyse précédente pourrait être complétée notamment par l'étude des points suivants :

- Calcul du seuil de rentabilité ; mais pour cela, il faudrait connaître la répartition des charges (charges variables et charges fixes) ;
- Évaluation de la rentabilité économique ;
- Étude de l'effet de levier financier.